

SOUS-PREFECTURE DE CARPENTRAS

Service Environnement
Affaire suivie par Martine FIALON
Tél. : 90.63.10.00
Télécopie : 90.63.08.90
Doc : AP autorisation

ARRÊTÉ

N° 172 du 11 DEC. 1997

autorisant la société 4 M PROVENCE ROUTE
à exploiter une carrière, au lieu-dit "Sainte Marie" à Pernes les Fontaines

**LE PRÉFET DE VAUCLUSE,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.**

- Vu** le code minier et notamment son article 107 ;
- Vu** la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son Titre IV bis ;
- Vu** la loi sur l'eau n° 92-3 du 3 janvier 1992 ;
- Vu** la loi n° 93-4 du 4 janvier 1993 relative aux carrières ;
- Vu** la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement et notamment son article 69 ;
- Vu** le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 94.485 du 9 juin 1994 modifiant la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu** la demande déposée en date du 15 mai 1997, par M. Jean MEREU, de la société 4M PROVENCE ROUTE, dont le siège social est à Sorgues, en vue d'être autorisé à exploiter une carrière de gravier sur le territoire de la commune de Pernes les Fontaines, au lieu-dit "Sainte Marie".
- Vu** les pièces du dossier joint à cette demande ;
- Vu** les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 8 juillet au 8 août 1997, et les conclusions du commissaire-enquêteur ;
- Vu** les avis émis au cours de l'instruction réglementaire ;
- Vu** les rapport et propositions de l'inspecteur des installations classées en date du 16 octobre 1997 ;
- Vu** l'avis de la Commission Départementale des Carrières du Vaucluse réunie le 2 décembre 1997 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 1938 du 5 septembre 1997, portant délégation de signature au sous-préfet de Carpentras ;

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté Égalité Fraternité

ARRÊTÉ :

CHAPITRE I

Dispositions générales

Article 1er : La Société 4M PROVENCE ROUTE dont le siège social est à Sorgues, 84700, village d'entreprises ERO, R.N. 7, est autorisée, à exploiter une carrière à ciel ouvert de gravier, sur le territoire de la commune de Pernes les Fontaines, au lieu-dit "Sainte Marie".

L'activité autorisée est visée par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement au n° 2510-1° b : Exploitation de carrière au sens de l'article 4 du code minier. Affouillement du sol, lorsque les matériaux prélevés sont utilisés à des fins autres que la réalisation de l'ouvrage sur l'emprise duquel ils ont été extraits et lorsque la superficie d'affouillement est supérieure à 1 000 m² ou lorsque la quantité de matériaux à extraire est supérieure à 2 000 tonnes.

Article 2 : Conformément au plan cadastral du dossier de la demande sur lequel est porté le périmètre d'exploitation et dont un exemplaire restera annexé au présent arrêté, l'autorisation d'exploiter porte sur les parcelles suivantes :

- section ZE

- lieu-dit "Sainte Marie" : parcelles n° 59 P et 78 P - surface 126.080 m².

Article 3 : L'autorisation relative à l'exploitation de la carrière est accordée pour une durée de 25 ans, à compter de la notification du présent arrêté; elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du bénéficiaire de l'autorisation ou de ses contrats de forage.

Les droits des tiers demeurent expressément réservés.

L'autorisation vaut pour une exploitation dont les modalités sont énoncées ci-après :

a) l'extraction sera effectuée à l'aide d'engins mécaniques,

b) la profondeur d'extraction n'excédera pas 6 mètres par rapport au terrain naturel et ne descendra pas à moins de 1,5 mètres au-dessus des plus hautes eaux de la nappe phréatique,

c) la production annuelle n'excédera pas 50.000 m³,

d) l'exploitation sera conduite selon le plan de phasage prévu dans le dossier de demande.

e) deux piézomètres seront implantés sur le site de la carrière et un suivi piézométrique mensuel sera réalisé. Les hauteurs d'eau seront communiquées annuellement à l'inspecteur des installations classées.

Article 4 : Les travaux seront conduits conformément au présent arrêté, sans préjudice de l'observation des législations et réglementations applicables et particulièrement :

- de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et de leur installation de premier traitement des matériaux ;

- du code minier (article 107 pour ce qui concerne la sécurité, la salubrité du personnel et la police) et notamment du décret de police n° 80.330 du 7 mai 1980, du décret n° 80.331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives, du décret n° 73.404 du 26 mars 1973 portant réglementation de la sécurité des convoyeurs dans les mines et les carrières, du décret n° 55.318 du 22 mars 1955 portant réglementation de la sécurité des silos et trémies dans les carrières.

CHAPITRE II

Aménagements préliminaires

Article 5 : Information du public

Avant le début de l'exploitation, l'exploitant doit mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux en caractères apparents indiquant son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Article 6 : Bornage

Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer:

- 1°) les bornes en tout point nécessaire pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;
- 2°) des bornes de nivellement NGF.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Article 7 : Eaux de ruissellement

Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation devra être mis en place à la périphérie de cette zone.

Article 8 : Pistes de bennage des véhicules - Accès et sortie de la carrière

Piste et bennage des véhicules

- Les merlons de protection des pistes du côté du vide doivent être constitués par une levée suffisante et continue de matériaux ; ils doivent être efficaces.

- Sans un butoir solide, bien dimensionné et ancré dans la roche saine, le bennage des véhicules, du côté du vide, en bordure d'une plate-forme élevée, est interdit.

Accès et sortie de la carrière

L'accès à la voirie publique doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Cet aménagement sera réalisé en concertation avec la direction départementale de l'équipement.

Les véhicules sortant de la carrière ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ; ils ne doivent pas entraîner des dépôts boueux sur les voies de circulation publique .

Article 9 : Déclaration de début d'exploitation de la carrière

Le bénéficiaire de l'arrêté d'autorisation devra adresser au préfet une déclaration de début d'exploitation de la carrière, en trois exemplaires, dès que les aménagements du site permettant la mise en service effective de l'extraction auront été réalisés : panneaux d'information, bornage, pistes pour les engins, clôture, accès à la voie de circulation publique au regard de la sécurité, fermeture de l'accès de la carrière en dehors des jours et heures de travail.

Cette déclaration devra être publiée aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux diffusés dans le département, dans les quinze jours qui suivront la réception de la déclaration en sous-préfecture ; elle devra être accompagnée du document attestant la constitution des garanties financières.

CHAPITRE III

Conduite de l'exploitation

Article 10: Aménagements divers

La carrière, les pistes, les aires de circulation, de manoeuvre et de stationnement des véhicules et engins doivent être propres et maintenues en bon état.

Le décapage des terrains et si nécessaire, le défrichement, devront être réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.

Lors du décapage et des travaux d'extraction, l'exploitant est tenu d'informer le service chargé du patrimoine archéologique en cas de découverte dans ce domaine.

Article 11 : Remise en état

En fin d'exploitation, tous les produits polluants et déchets doivent être éliminés et valorisés vers des installations dûment autorisées.

La remise en état du site doit être effectuée au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'exploitation et être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf en cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter, conformément au plan de phasage annexé au présent arrêté.

La remise en état doit comporter au minimum, les opérations suivantes :

- la mise en sécurité des talus de liquidation,
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état,
- l'excavation pourra être comblée en partie, à l'aide de matériaux inertes ; un registre spécial d'entrée de ces matériaux sera ouvert qui en indiquera le volume, la nature et la provenance ; un contrôle des entrées sera effectué par un gardien,
- après régalaie des terres de découverte, un ensemencement sera réalisé comme prévu dans le dossier de demande. Aucun engrais, notamment nitraté, ne sera utilisé,
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

CHAPITRE IV

Sécurité du public

Article 12 : Interdiction d'accès

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière doit être contrôlé. Il doit être interdit par une barrière cadénassée ou un portail fermé à clé en dehors des jours et heures ouverts, sauf autorisation spéciale de l'exploitant.

L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation doit être interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger doit être signalé par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité des zones clôturées.

Article 13 : Distances limites et zone de protection

Les bords des excavations de la carrière doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre autorisé.

CHAPITRE V

Plan

Article 14 : Le plan de la carrière doit être établi et mis à jour au moins une fois par an ; sur ce plan doivent être reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- le plan de phasage de l'exploitation et de remise en état,
- les zones remises en état.

CHAPITRE VI

Prévention des pollutions et nuisances

Article 15 : Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et les risques de nuisances par le bruit, les vibrations et l'impact visuel.

Article 16: Prévention de la pollution des eaux :

16.1 Pollutions accidentelles

I - Le ravitaillement, l'entretien, le nettoyage des engins de chantier doivent être réalisés sur une aire étanche, entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

II- Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1.000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1.000 litres.

III - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

16.2 Rejets d'eau dans le milieu naturel

16.2.1 - Eaux de procédés

Il n'y aura pas d'utilisation d'eau de procédé.

16.2.2 - Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage)

Les eaux qui pourraient être rejetées dans le milieu naturel doivent respecter les prescriptions suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- température inférieure à 30° C ;
- concentration des matières en suspension totales (MEST) inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90 105) ;
- concentration de la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101) ;
- concentration des hydrocarbures inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90 114).

Ces valeurs limites doivent être respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

Article 17 : Prévention de la pollution de l'air

L'exploitant doit prendre toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

Les pistes et les zones de travail sur lesquelles évoluent les engins doivent être arrosés régulièrement.

Les voies de circulation, au départ de la carrière, devront également être aménagées et entretenues de façon à combattre l'envol de poussières et limiter les dépôts de boues entraînées par les roues des véhicules sur la chaussée. A défaut, un lavage sera pratiqué.

Article 18 : Lutte contre l'incendie

La carrière doit être pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an (extincteurs, réseau d'adduction d'eau ou réserve d'eau, réserve de sable...).

Dans les zones présentant un risque d'incendie, la délivrance d'un permis de feu, par l'exploitant, avant toute intervention du personnel, est nécessaire.

Article 19 : Élimination des déchets

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets doivent être collectées séparément, puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

Article 20 : Lutte contre les bruits et vibrations

L'exploitation doit être menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour les habitants.

20.1 - Bruits

Les bruits émis par la carrière ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées, et le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse) de ces mêmes locaux, pour les niveaux supérieurs à 35 dB (A), d'une émergence supérieure à:

- 5 dB (A) pour la période allant de 6 h 30 à 21 h 30, sauf dimanches et jours fériés,
- 3 dB (A) pour la période allant de 21 h 30 à 6 h 30, ainsi que les dimanches et jours fériés.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble de l'installation est en fonctionnement et lorsqu'il est à l'arrêt. Elle est mesurée conformément à la méthodologie définie dans la 2ème partie de l'instruction technique annexée à l'arrêté du 20 août 1985 (J.O. du 10 novembre 1985) relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

En limite de la zone d'exploitation autorisée, les niveaux de bruit à ne pas dépasser sont fixés dans le tableau suivant (application de l'arrêté du 20 août 1985) :

Zones	Périodes	Niveaux limites de bruits en décibels dB (A)
Limite du périmètre d'autorisation de la carrière	jour : de 7 h à 20 h - jours ouvrables	65 dB (A)
	période intermédiaire : <ul style="list-style-type: none">• de 6 h à 7 h : jours ouvrables• de 20 h à 22 h : jours ouvrables• de 6 h à 22 h : dimanches et jours fériés	60 dB (A)
	nuits : de 22 h à 6 h	55 dB (A)

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des carrières, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins utilisés dans la carrière doivent répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 69.380 du 18 avril 1969.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

Un contrôle des niveaux sonores doit être réalisé dès l'ouverture de la carrière et ensuite périodiquement.

20.2 - Vibrations

Les dispositions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement doivent être respectées.

Si nécessaire, les mesures de vibrations seront effectuées par un organisme compétent, à la demande de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement.

Article 21 : Rapport annuel de l'exploitant

L'exploitant devra adresser à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, avant le 1er avril de chaque année, un rapport sur les travaux effectués et la production obtenue au cours de l'année écoulée, sur le réaménagement réalisé et les prévisions de l'année en cours au regard de mesures prescrites ; le plan demandé à l'article 14 devra être mis à jour et annexé à ce rapport.

Article 22 : Garanties financières

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière à chacun des termes de cinq ans prévus, est de :

- période 0 - 5 ans	426.288 Francs T.T.C.
- période 5 - 10 ans	121.193 Francs T.T.C.
- période 10 - 15 ans,	121.193 Francs T.T.C.
- période 15 - 20 ans	137.240 Francs T.T.C.
- période 20 - 25 ans	180.618 Francs T.T.C.

L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières, au moins six mois avant leur échéance.

22. 1 Modalités d'actualisation du montant des garanties financières :

- Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TPO1.

Lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15 % de l'indice TPO1 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé avant le terme des cinq ans.

- Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

- Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, au terme de chaque période de cinq ans, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification des garanties financières sur les prochaines périodes de cinq ans. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant l'échéance en cours de cinq ans.

22. 2 - L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en oeuvre des modalités prévues à l'article 23 c) de la loi du 19 juillet 1976.

22.3 - Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état, après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976 ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

Article 23 : Une copie du présent arrêté devra être tenue sur le carreau de la carrière, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Une copie de l'arrêté d'autorisation sera déposée à la mairie de Pernes les Fontaines et pourra y être consultée.

D'autre part, un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera adressé par les soins du maire de Pernes les Fontaines.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis de l'arrêté sera inséré, par les soins de la sous-préfecture de Carpentras, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Une ampliation de l'arrêté sera adressée au conseil municipal concerné.

Article 24: La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir le jour où la présente décision a été notifiée.

Article 25: Le sous préfet de Carpentras, le maire de Pernes les Fontaines, le, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Provence-Alpes-Côte d'Azur, les directeurs départementaux de l'équipement, de l'agriculture et de la forêt, des affaires sanitaires et sociales, le chef du service départemental de l'architecture, du patrimoine et du paysage et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté .

Carpentras, le 11 DEC. 1997

Pour le préfet,
Le sous-préfet,

signé :

Claude COINTET-HAUTIER

Pour ampliation,
Le secrétaire en chef,



Jocelyne CANONNE

DEMANDE DE RENOUVELLEMENT
ET D'EXTENSION DE CARRIÈRE

Date :
Avril 1997

Echelle :
1/1 000

Travaux d'Engineering et d'Environnement
Parc d'Ateliers Technologiques du Millénaire
1350 Avenue Albert Einstein
Bât. 4
34000 MONTPELLIER
Tél. : 04.67.64.74.74

4 M PROVENCE ROUTE

CARRIÈRE DE
SAINTE- MARIE

COMMUNE DE PERNES-
LES- FONTAINES

VAUCLUSE

PLAN D'EXPLOITATION AVEC PHASAGE QUINQUENNAL

LEGENDE

— Limite de carrière

- - - Limite d'exploitation

I à V Phases d'exploitation

Les cotes ne sont pas rattachées au NGF

Le repère de nivellement se situe à l'axe de la vanne à 10.45

Préfecture de CARPENTRAS

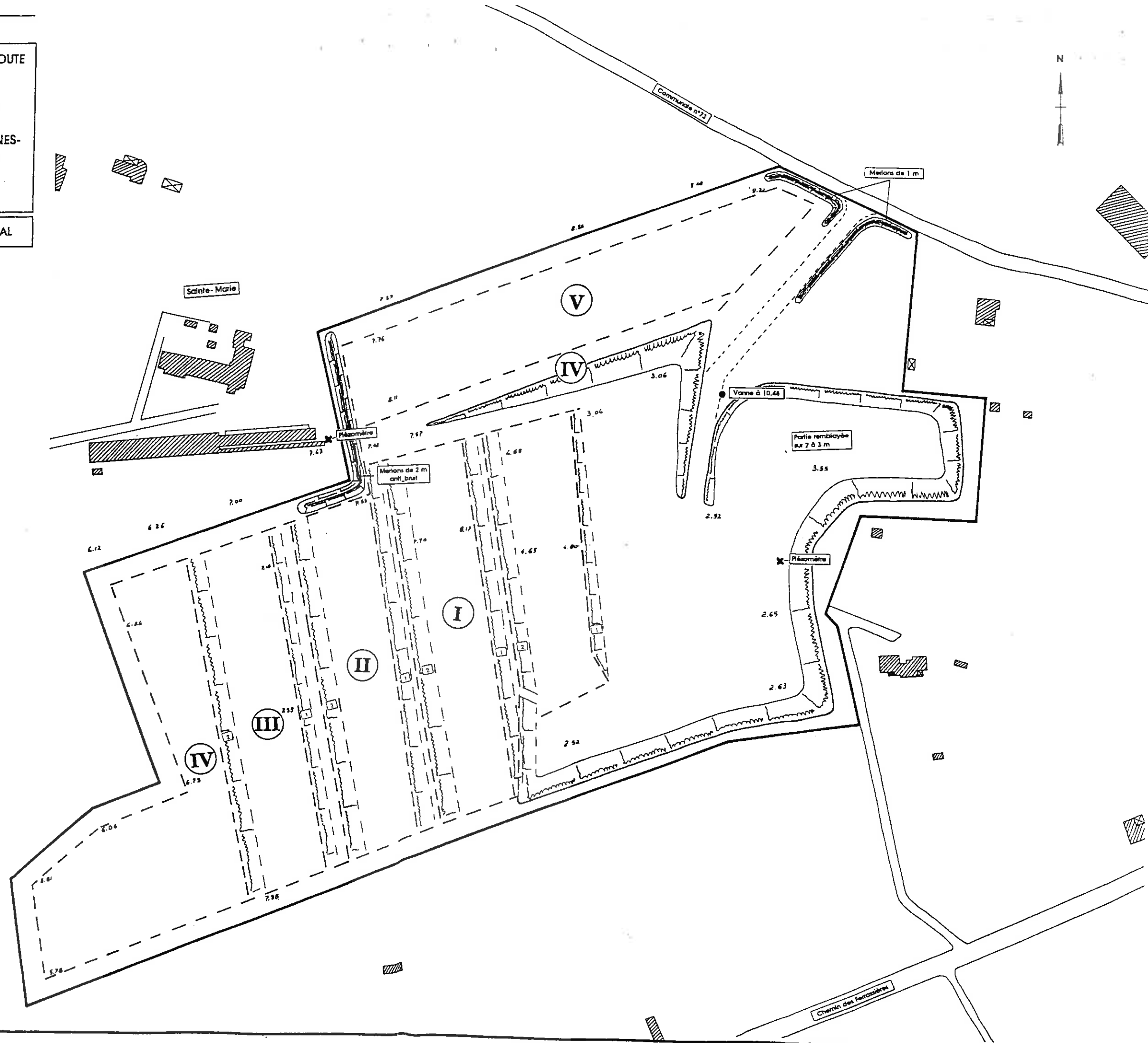
val pour être annexé à mon arrêté
en date de ce jour.

CARPENTRAS le 11 DEC. 1997

LE SOUS-PRÉFET,

Préfecture de Carpentras,
Le Sous-préfet en Chef

Jecelyne CANONNE



LES GA

partie de la ZESg
hors zone cadastrale
Nca

zone Nca

Sainte-Marie

Sous-Préfecture de CARPENTRAS
VU pour être annexé à mon arrêté
en date de ce jour.
CARPENTRAS, le 11 DEC. 1997

LE SOUS-PREFET,
Pour le Sous-Préfet,
Le Secrétaire en Chef

Jocelyne
Jocelyne CANONNE

Chemin

Ech 1/2000